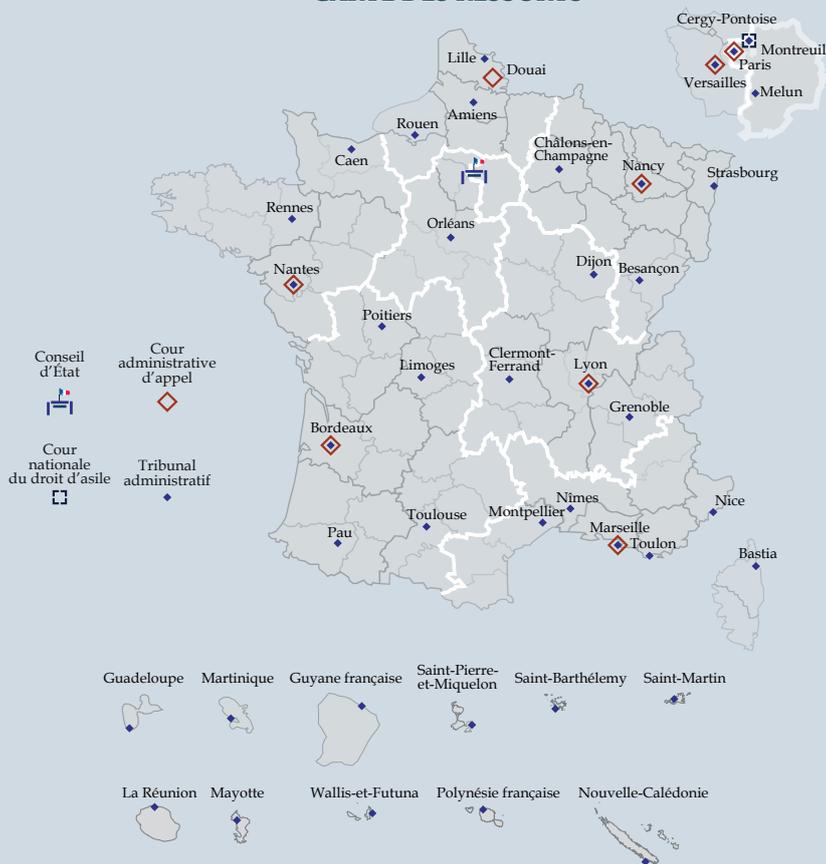


Le Conseil d'État et la juridiction administrative

CHIFFRES CLÉS 2020

CARTE DES RESSORTS



EFFECTIFS DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

au 31 décembre 2020

4 173
dont

234 membres en activité au Conseil d'État

1 230 magistrats des TA et CAA

436 agents du Conseil d'État

1 656 agents dans les TA et CAA

611 agents à la CNDA

PROCÉDURES D'URGENCE

(Référé et sursis)

Tribunaux administratifs : **30 965**

Cours administratives d'appel : **1 546**

DÉCISIONS DU JUGE DES RÉFÉRÉS DU CONSEIL D'ÉTAT SUR DES MESURES RELATIVES À LA COVID-19

840

sur **1 208** référés au total,

et **6 fois plus** de référés jugés en premier ressort qu'en 2019

1 394

médiations engagées

42 % des médiations terminées en 2020
ont abouti à un accord

194 553

recours déposés sur **Télérecours**
(procédure de transmission dématérialisée)

et **19 116**

sur **Télérecours citoyens** (application dédiée
aux particuliers non représentés par un avocat)

L'activité juridictionnelle

CONSEIL D'ÉTAT

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES

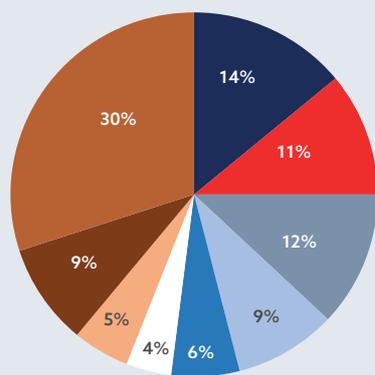


DÉLAI PRÉVISIBLE MOYEN DE JUGEMENT

7 mois

- 18,9 % entre 2010 et 2020
(chiffres arrondis)

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES

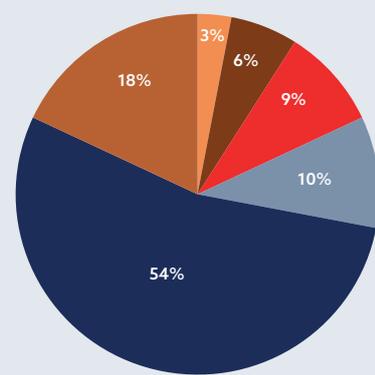


DÉLAI PRÉVISIBLE MOYEN DE JUGEMENT

12 mois

- 6,1 % entre 2010 et 2020
(chiffres arrondis)

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES

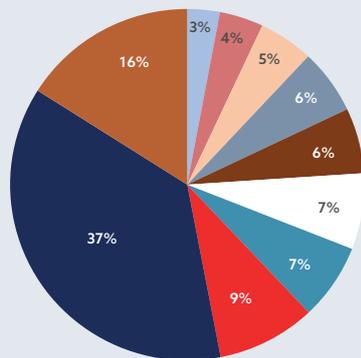


DÉLAI PRÉVISIBLE MOYEN DE JUGEMENT

11 mois

- 1,5 % entre 2010 et 2020
(chiffres arrondis)

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES

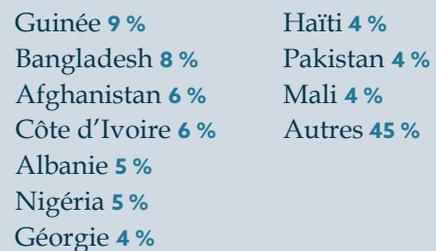


DÉLAI MOYEN CONSTATÉ

8 mois

- 36 % entre 2010 et 2020
(chiffres arrondis)

PAYS D'ORIGINE DES REQUÉRANTS



L'activité consultative

DÉLAIS MOYENS D'EXAMEN DES PROJETS DE LOI

100 %

sont examinés
en moins de deux mois

DÉLAIS MOYENS D'EXAMEN DES PROJETS DE DÉCRET RÉGLEMENTAIRE

94,6 %

sont examinés
en moins de deux mois

1 163

avis rendus
sur projets de texte

202 AVIS RENDUS EN 2020 SUR DES PROJETS DE TEXTE EN LIEN AVEC LA COVID-19
DONT **112** RENDUS EN MOINS DE **5** JOURS

NATURE DES TEXTES EXAMINÉS

(exemples)

111

projets de loi
du
Gouvernement

- Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique
- Projet de loi organique et projet de loi relatifs au système universel de retraite
- Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique
- Projets de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 et les projets de loi relatifs à l'état d'urgence sanitaire et instituant un régime pérenne de gestion des urgences sanitaires
- Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental
- Projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche pour les années 2021 à 2030
- Projet de loi confortant le respect des principes de la République

2

propositions
de loi des
parlementaires

- Proposition de loi (Assemblée nationale) visant à définir et protéger le patrimoine sensoriel des campagnes françaises
- Proposition de loi (Assemblée nationale) instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine

652

projets
de décret
réglementaire

- Projet de décret relatif à l'application mobile dénommée « StopCovid »
- Projet de décret relatif à l'expérimentation de l'usage médical du cannabis
- Projet de décret relatif au bracelet électronique mobile anti-rapprochement destiné à prévenir la récurrence des auteurs de violences sexuelles

127

projets
d'ordonnance

- Projet d'ordonnance relative à la prévention et à la gestion des déchets
- Projet d'ordonnance relatif à l'organisation des examens et concours durant l'état d'urgence sanitaire
- Projet d'ordonnance portant diverses mesures institutionnelles relatives à la création de la Collectivité européenne d'Alsace
- Projet d'ordonnance renforçant le dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme applicable aux actifs numériques
- Projet d'ordonnance relatif à la généralisation de la prescription électronique

243

projets
de décret non
réglementaire,
individuel,
arrêté, décision

- Projet de décret relatif portant classement parmi les sites du département de l'Aveyron du site de Conques et des gorges du Dourdou sur le territoire de la commune de Conques-en-Rouergue
- Projet de décret prolongeant la concession de stockage souterrain de propane liquéfié, dite « concession de Donges » (Loire-Atlantique), à la société Total Raffinage France SAS
- Projet de décret accordant la prolongation de la concession de mines de sels de sodium dite « concession de Passaire » (Alpes-de-Haute-Provence), à la Société Salinière de Provence (SSP)

19

projets et
propositions
de loi du pays

- Projet de loi du pays relative à la protection des aires marines de la Nouvelle-Calédonie
- Proposition de loi du pays portant interdiction d'importation et de mise sur le marché d'écrans corporels solaires contenant des perturbateurs endocriniens

9

avis rendus sur questions
du Gouvernement ou des autorités d'Outre-mer

- Avis relatif à l'usage de dispositifs aéroportés de captation d'images par les autorités publiques